



Commission économique pour l'Europe

Comité des politiques de l'environnement

Comité directeur pour l'éducation au service du développement durable de la Commission économique pour l'Europe**Dix-septième réunion**

Genève, 30 et 31 mai 2022

Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire

**Compte rendu des travaux du Groupe spécial de la planification stratégique :
projet de plan de travail pour l'application de la Stratégie de la CEE
pour l'éducation en vue du développement durable de 2021 à 2025****Esquisse du projet de plan de travail pour l'application
de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue
du développement durable de 2021 à 2025*****Note du secrétariat****

1. À sa treizième réunion (Genève, 3 et 4 mai 2018), le Comité directeur pour l'éducation au service du développement durable de la Commission économique pour l'Europe (CEE) a tenu des débats sur les domaines d'action prioritaires et les questions concrètes à examiner après l'achèvement du quatrième cycle national de présentation obligatoire de rapports (2017-2019). À cette réunion, il a créé un groupe consultatif spécial – le Groupe spécial de la planification stratégique – chargé d'examiner les défis actuels et les priorités pour les travaux du Comité et de formuler des propositions de stratégie pour la promotion de l'éducation en vue du développement durable (EDD) dans la région jusqu'en 2030.
2. Au cours de la période 2018-2021, le Groupe spécial a tenu plusieurs réunions en présentiel et en ligne afin d'élaborer le projet de note de réflexion pour le cadre de mise en œuvre post-2019, qui a été finalisé et inclus dans le document intitulé « Cadre d'application de la Stratégie de la Commission économique pour l'Europe pour l'éducation en vue du développement durable de 2021 à 2030 » (ECE/CEP/AC.13/2022/3). Le nouveau cadre sera présenté à la Réunion de haut niveau des ministères de l'éducation et de l'environnement de 2022, en tant que principal document d'orientation pour les États membres.
3. On trouve à la section 8 du cadre pour 2021-2030 des recommandations et activités proposées concernant le projet de plan de travail sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable pour la période 2022-2024, qui ont servi de base à l'élaboration du projet de ce plan de travail pour la période 2021-2025.

* Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.

** La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



4. La présente esquisse du projet de plan de travail relatif à la mise en œuvre de la Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable pour la période 2021-2025 a été élaborée par le Groupe spécial de la planification stratégique en consultation avec la présidence et le secrétariat.

5. L'objectif était d'établir une feuille de route relative aux activités à mener au cours de la prochaine phase de mise en œuvre en prévision des décisions que devrait prendre la troisième Réunion de haut niveau des Ministères de l'éducation et de l'environnement qui se tiendra à Nicosie dans le cadre de la Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » concernant la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie aux niveaux national et international, sur la base du mandat du Comité directeur tel qu'il avait été défini par les Ministères de l'éducation et de l'environnement à leur deuxième Réunion de haut niveau tenue à Batumi (Géorgie) en 2016.

6. Le Comité directeur sera invité à examiner l'esquisse du projet de plan de travail relatif à la mise en œuvre de la Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable pour la période 2021-2025 (voir annexe). Les résultats des débats et les observations formulées seront incorporés dans le projet pour être pris en compte dans le document final qui sera soumis officiellement à la réunion suivante du Comité, en 2023.

Annexe

Esquisse du projet de plan de travail pour l'application de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable de 2021 à 2025

Volet 1

Enseignement de qualité et éducation au service du développement durable

<i>Activités</i>	<i>Description</i>	<i>Financement</i>	<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Coûts estimatifs</i>
Élaborer des critères de qualité et des outils d'évaluation comparative pour intégrer l'EDD à chaque niveau d'enseignement	Les activités comprendront la convocation des réunions des groupes de travail, la définition et la mise à l'essai des critères de qualité, l'élaboration, la mise à l'essai et la publication des guides.	Étudier les possibilités de financement dans le cadre de la soumission conjointe de propositions à l'Union européenne et au secteur privé par le PNUE, l'UNESCO et la CEE	2023-2025	Créer des groupes de travail internationaux et sectoriels chargés d'élaborer les critères de qualité pour chaque niveau	30 000 euros
Élaborer un programme de perfectionnement professionnel destiné aux spécialistes de la qualité pédagogique et aux organismes et autorités qui en sont chargés	Élaboration d'une série d'ateliers nationaux dans toute la région de la CEE destinés à aider les parties prenantes à intégrer l'EDD dans leurs politiques et institutions d'assurance de la qualité pédagogique	Étudier les possibilités de financement par un État membre ou dans le cadre du financement obtenu au titre de l'activité susmentionnée	2023-2025	Créer des groupes de travail chargés d'élaborer les critères de qualité	100 000 euros

Approche paninstitutionnelle de l'éducation au service du développement durable – les institutions en tant que communautés d'apprentissage porteur de changement

<i>Activités</i>	<i>Description</i>	<i>Financement</i>	<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Coûts estimatifs</i>
Élaborer un guide pratique pour la mise en œuvre de l'approche paninstitutionnelle de l'EDD, accompagné d'un outil d'auto-évaluation	Ce guide comprendra des questions précises et un ensemble de critères de qualité qui faciliteront une réorientation sur mesure des organismes et des institutions vers une approche paninstitutionnelle de l'EDD aux niveaux institutionnel, gouvernemental et organisationnel. Le cadre de qualité sera accompagné d'un outil d'auto-évaluation destiné à aider les organismes et les institutions à évaluer leurs progrès dans l'application de l'approche paninstitutionnelle de l'EDD et à prendre des mesures correctives.	Étudier les possibilités de financement par un État membre ou de financement conjoint avec d'autres organismes (contribution financière ou en nature)	2023-2025	Créer un groupe d'experts de la région de la CEE qui travaillera exclusivement à l'élaboration du guide pratique	100 000 euros
Élaborer une boîte à outils contenant des idées, des questions et des activités qui favoriseront le renforcement de la collaboration entre les parties prenantes en vue de l'application d'une approche paninstitutionnelle de l'EDD	Élaboration d'une boîte à outils souples et conviviaux permettant de partager des idées, de répondre à des questions pertinentes et de guider la conception d'activités d'apprentissage efficaces afin de permettre aux diverses parties prenantes (écoles, universités, services de l'État, secteur privé, autorités locales, ONG, etc.) de mettre en œuvre une approche paninstitutionnelle de l'EDD. Le contenu de cette boîte à outils sera axé sur diverses composantes des cadres de l'EDD et de l'approche paninstitutionnelle.	Étudier les possibilités de financement par un État membre (contribution financière ou en nature)	2024-2025	Créer un groupe d'experts composé de décideurs, de praticiens, d'enseignants, de représentants d'ONG et d'universitaires et chargé de rédiger la proposition et d'élaborer la boîte à outils	50 000 euros

Volet 3

Éducation numérique, technologies de l'information et de la communication et éducation au service du développement durable

<i>Activités</i>	<i>Description</i>	<i>Financement</i>	<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Coûts estimatifs</i>
Élaborer un cadre fondé sur la triple approche éducation numérique-TIC-EDD visant à systématiser l'utilisation des outils numériques dans le but de renforcer le potentiel des TIC en associant l'apprentissage formel, non formel et informel	Ce cadre serait axé sur la mise en œuvre d'une stratégie visant à développer l'utilisation des technologies numériques dans tous les domaines de l'éducation, de la formation et de l'information, au travers des actions suivantes : définir les contenus et les ressources numériques utilisables à des fins d'apprentissage ; appuyer et former les enseignants et les personnes à mieux partager et analyser l'information ; développer la gouvernance numérique ; procéder à une évaluation des processus mis en œuvre au sein de l'ensemble de la population	Étudier les possibilités de financement (contribution financière ou en nature) en lançant un appel aux secteurs public et privé	2023-2024	Créer un groupe d'experts issus des secteurs public et privé chargé de définir et de mettre en œuvre le cadre stratégique	50 000 euros
Développer l'éducation aux médias et élaborer des boîtes à outils, et organiser des ateliers pour aider les jeunes et les adultes à être capables d'analyser les informations relatives au développement durable. En outre, lutter contre l'illectronisme par la mise en place de cours destinés à doter les populations défavorisées des connaissances intellectuelles et techniques appropriées	Au-delà de la mise en place de systèmes visant à généraliser l'utilisation intégrée des outils et ressources numériques, il importe d'adopter une gouvernance numérique globale qui érige l'éducation numérique en atout susceptible de réduire les inégalités et d'encourager les synergies entre les apprenants, les enseignants et la société.	Étudier les possibilités de financement (contribution financière ou en nature) en lançant un appel à l'ensemble de la population, y compris aux acteurs des secteurs public et privé chargés de la formation continue et de l'information	2024-2025	Créer un groupe d'experts issus de structures publiques spécialisées et des médias	35 000 euros

Entrepreneuriat, emploi, innovation et éducation au service du développement durable

<i>Activités</i>	<i>Description</i>	<i>Financement</i>	<i>Calendrier de mise en œuvre</i>	<i>Partenaires de mise en œuvre</i>	<i>Coûts estimatifs</i>
Fournir un cadre d'orientation pour les compétences du XXI^e siècle en matière d'innovation et d'entrepreneuriat	Pour tisser le lien entre les matières fondamentales et les compétences du XXI ^e siècle, il faut regrouper l'information sur les outils accessibles à tous qui peuvent promouvoir l'entrepreneuriat, l'emploi et l'innovation, ainsi que l'EDD (DigComp, EntreComp, mise en commun de rapports comme le rapport GEM, etc.). (Des liens vers ces documents et outils peuvent être publiés sur le site Web de la CEE.)	Étudier les possibilités de financement par un État membre ou de financement conjoint avec d'autres organismes (contribution financière ou en nature)	2023-2025	Créer un groupe d'experts de la région de la CEE spécialisés dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat	50 000 euros
Élaborer une boîte à outils présentant des approches éducatives fonctionnelles en faveur des compétences requises pour le développement de l'entrepreneuriat, de l'employabilité et de l'innovation, en particulier pour les jeunes	La boîte à outils sera élaborée dans le cadre d'une approche par projet et d'une démarche de résolution de problèmes afin d'aider les éducateurs et les apprenants à concevoir des idées d'entrepreneuriat fondées sur la durabilité. Elle comprendra également des scénarios d'apprentissage permettant aux jeunes de développer leurs compétences écologiques.	Étudier les possibilités de financement par un État membre, que ce soit par le secteur privé ou le secteur public (contribution financière ou en nature)	2023-2024	Créer un groupe d'experts composé de décideurs, de praticiens, de représentants du secteur privé, de spécialistes de l'enseignement et de la formation professionnels, de représentants d'ONG et d'universitaires chargé de rédiger la proposition et d'élaborer la boîte à outils	35 000 euros